

# DEMANDE

## D'AIDE JURIDICTIONNELLE

**TRÈS IMPORTANT**

- 1 — Avant de remplir votre demande, lire attentivement la notice jointe.
- 2 — Vous devez répondre soigneusement à toutes les questions qui vous sont posées aux pages 2 et 3 puis dater et signer à la page 4—Toute imprécision, omission, inexactitude entraînera du retard dans l'instruction de votre demande d'aide juridictionnelle.
- 3 — N'oubliez pas que ces imprécisions, omissions, inexactitudes, risquent d'entraîner le retrait de l'aide juridictionnelle. De plus des poursuites pénales peuvent être engagées sur le fondement de l'article 22 de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 : « quiconque aura fourni "*sciemment*" des renseignements inexacts ou incomplets dans la présente déclaration en vue d'obtenir un paiement ou un avantage quelconque sera puni d'un emprisonnement de quatre ans et d'une peine d'amende de 60 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement».
- 4 — Vous devez joindre les pièces indiquées page 4. Votre dossier doit parvenir au bureau d'aide juridictionnelle dont dépend votre domicile.
- 5 — **EN CAS D'URGENCE VOUS POUVEZ DEMANDER L'AIDE JURIDICTIONNELLE PROVISOIRE.**

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites à ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès du bureau d'aide juridictionnelle compétent.

Talons à découper avant le dépôt de votre demande et à joindre dûment complétés à toute correspondance et à toute requête ou acte introductif de l'instance.



BUREAU D'AIDE  
JURIDICTIONNELLE DE

BUREAU D'AIDE  
JURIDICTIONNELLE DE

BUREAU D'AIDE  
JURIDICTIONNELLE DE

BUREAU D'AIDE  
JURIDICTIONNELLE DE

\_\_\_\_\_  
Demande faite le

\_\_\_\_\_  
Demande faite le

\_\_\_\_\_  
Demande faite le

\_\_\_\_\_  
Demande faite le

**I. - RENSEIGNEMENTS VOUS CONCERNANT**

**1 ) pour une personne physique**

Nom patronymique \_\_\_\_\_ Nom du conjoint \_\_\_\_\_  
(nom de naissance) (s'il y a lieu)

Autre nom d'usage (ffacultatif) \_\_\_\_\_  
(c'est-à-dire nom de l'ex-conjoint dont l'intéressé(e) est divorcé(e): Nom de l'autre parent accolé au nom patronymique).

Prénoms : \_\_\_\_\_

Date et lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

si le demandeur est un mineur ou une personne sous tutelle:

Nom du représentant légal \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

**2) pour une personne morale**

Dénomination, \_\_\_\_\_

Forme : \_\_\_\_\_ Objet : \_\_\_\_\_

Siège social : \_\_\_\_\_

**II.—RENSEIGNEMENTS CONCERNANT VOTRE ( OU VOS) ADVERSAIRE (S)**

**A compléter dans la mesure où vous les possédez**

NOM SUIVI DU NOM DU CONJOINT <small>(s'il y a lieu)</small> OU RAISON SOCIALE	PRÉNOMS	ADRESSE

**III.—RENSEIGNEMENTS CONCERNANT VOTRE DEMANDE D'AIDE JURIDICTIONNELLE**

**EXPOSÉ SOMMAIRE DES FAITS ET MOTIFS INVOQUÉS:**

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_



<b>Pièces à joindre</b>
-------------------------

• **Vous devez joindre à cette demande :**

1. - une déclaration de ressources établie sur l'imprimé spécial ci-joint ;  
ou si vous bénéficiez de l'allocation supplémentaire du Fonds National de Solidarité ou du revenu minimum d'insertion ou de l'allocation d'insertion versée aux demandeurs d'asile, un document justifiant que vous percevez cette prestation.
2. - Une photocopie du dernier avis d'imposition ou de non imposition et ou si vous disposez de ressources imposables à l'étranger, toutes pièces équivalentes.

**En outre**, si vous êtes salarié,

vos feuilles de paye de l'année dernière ou une attestation de votre employeur précisant les salaires et leurs accessoires que vous avez perçus au cours de l'année dernière - non compris les prestations familiales.

Si vous étiez au chômage,

tout document justifiant des diverses allocations que vous avez perçues et que vous percevez actuellement (carte de pointage, décision de l'ASSEDIC, dernier bulletin de perception...)

3. - Si depuis le premier janvier dernier, vous avez subi une modification du niveau de vos ressources (augmentation ou diminution : mise à la retraite, licenciement, divorce ou séparation de corps, abandon par votre conjoint), tous documents justifiant de vos ressources actuelles.
4. - Une copie des décisions de justice qui ont déjà pu être rendues dans cette affaire et le cas échéant, copie de l'assignation et de tous les actes de procédure qui vous ont été remis, ainsi que la copie de la décision administrative contestée ou de la réclamation adressée à l'autorité administrative.
5. - Dans le cas où vous avez saisi une juridiction administrative, une copie de la requête que vous avez adressée à cette juridiction.
6. - Selon le cas, une fiche familiale ou individuelle d'état civil et de la nationalité signée de votre main.
7. - Si vous êtes étranger et ressortissant d'un État membre de la Communauté Économique Européenne, toutes pièces justifiant de votre nationalité ;  
ou non ressortissant d'un État membre de la Communauté Économique Européenne, toutes pièces et documents sous le couvert desquels vous êtes autorisé à résider en France ainsi qu'une justification du caractère habituel de cette résidence.
8. - En cas de demande d'aide juridictionnelle provisoire tous éléments justifiant qu'il y a urgence, que la procédure met en péril vos conditions essentielles de vie ou que la date de l'audience qui vous a été notifié est dans moins d'un mois.

*Fait à ....., le .....*

Signature